



RASSEMBLEMENT UNITAIRE 12H00 DEVANT LA PREFECTURE LE 17 SEPTEMBRE

La rentrée sociale revêt un caractère tout à fait inédit à plus d'un titre. Aux conséquences humaines de la crise sanitaire, s'ajoutent des mesures régressives portées par le Gouvernement Macron qui transforment la crise économique en drame social. Celles et ceux qui travaillent et produisent les richesses, salarié-e-s et agents, ont été particulièrement exposé-e-s et mis-e-s à contribution pendant le confinement et ne doivent pas payer les conséquences d'une gestion catastrophique de cette épidémie face à des employeurs peu scrupuleux qui annoncent plan de licenciements, accords de performance collective et délocalisations alors qu'ils maintiennent le versement de dividendes pour les actionnaires et exigent de nouvelles exonérations de cotisations sociales et des baisses d'impôts. **Le chantage à l'emploi ne doit pas être le prétexte pour asservir une fois de plus le monde du travail.** Préparée sans réelle prise en compte de la situation sanitaire et sans moyen supplémentaire, la rentrée scolaire et universitaire inquiète les jeunes, les familles et les professionnels, cela dans le cadre d'un protocole sanitaire ministériel illisible et sans cesse remis en cause.

Les organisations syndicales signataires du Puy de Dôme CGT, FSU, Solidaires et UNEF affirment ensemble que la priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs-ses, des étudiant-e-s, avec leur mise en protection sociale. Cela passe notamment par la réduction du temps de travail sans perte de salaire, le développement des services publics et des industries strictement nécessaires à la réponse aux besoins en biens et services et prenant en compte l'urgence écologique. Dans les universités, de nombreuses revendications sont portées : masques gratuits pour tou-te-s, réinvestissement massif de l'Etat dans l'ESR, un réel plan d'urgence pour lutter contre la précarité étudiante, abandon du projet de LPPR... Le plan de relance proposé par le nouveau premier ministre est une nouvelle fois une succession de cadeaux fiscaux aux entreprises pour abaisser le supposé "coût du travail". **Ce gouvernement n'a tiré aucune leçon de la crise que nous traversons encore et continue ses exonérations de cotisations en asséchant une fois de plus notre sécurité sociale pour remettre sur la table prochainement son projet de réformes de retraites.**

Nos organisations condamnent toute nouvelle régression en matière de retraite et de protection sociale programmées notamment par le gouvernement au détour du projet de loi de finances de la sécurité sociale (création de la cinquième branche, augmentation de la CSG, etc. ...). L'urgence sociale impose aujourd'hui, tout au contraire, de préserver notre système intergénérationnel et d'envisager une protection sociale incluant la dimension professionnelle tout au long de la vie, des années d'études à la retraite. **La situation impose donc des mesures de transformation profonde en totale rupture avec les politiques économiques et sociales actuelles.** Un énième « plan de relance » qui ne remettrait pas en cause ces politiques, ne pourrait conduire qu'à une aggravation de la crise sociale, économique et écologique.

La question de l'emploi est centrale : lutte contre la précarité et la pauvreté, hausse des salaires, développement des services publics, abandon définitif de la réforme des retraites et de la réforme de l'assurance chômage, lutte contre la désindustrialisation...

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FSU, Solidaires et UNEF, dans la continuité des actions du printemps dernier, s'opposent à la surenchère libérale détruisant les conquises sociales et l'emploi, aggravant les conditions de travail, précarisant davantage les salarié-e-s et créant un frein à l'insertion des jeunes qui aujourd'hui n'accèdent à un emploi stable qu'à l'âge de 27 ans en moyenne.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires et UNEF appellent à faire de la journée du 17 septembre une première journée d'action.

Elles appellent à se rassembler devant la préfecture à Clermont-Ferrand à partir de 12h pour imposer le changement nécessaire.

Elles appellent à construire partout ou à poursuivre dans la dimension la plus unitaire possible, des rencontres et des débats dans les entreprises et services, pour imposer des changements radicaux aux politiques menées par ce gouvernement.



**Toutes et tous ensemble,
le 17 septembre 2020,
exigeons de passer
de la parole aux actes !**

